

Brexit : divorce à l'européenne



Après 17 mois de dures négociations, l'Union Européenne est enfin parvenue à un accord sur le retrait de la Grande Bretagne de ce bloc continental, accord qui a été considéré comme le seul et meilleur possible pour obtenir le départ d'un partenaire, un processus auquel ils font face pour la première fois.

Ce divorce controversé, connu sous le nom de Brexit qui provient de la combinaison de deux mots, Bretagne et « exit », sortie en anglais, est presque un fait déjà bien que la première ministre britannique Theresa May doive encore surmonter un obstacle au pronostic difficile : l'approbation du document par le Parlement de la Grande Bretagne.

Personne ne s'est aventuré à pronostiquer ce qui pourrait arriver si, en décembre prochain, la chef du gouvernement britannique n'obtient pas le soutien nécessaire mais l'on pourrait se retrouver face au besoin de convoquer des élections anticipées ce qui placerait Theresa May au bord d'un désastre.

En effet, en vertu de l'accord obtenu à Bruxelles cette fin de semaine, la séparation doit se consommer en mars 2019, ce qui ne laisse pas une grande marge de temps pour convoquer des élections et former un nouveau gouvernement.

Donc bien que ce soit la Grande Bretagne qui ait demandé la séparation de l'Union Européenne, il s'avère maintenant que c'est elle qui a les idées les moins claires sur la façon de concrétiser un divorce provoqué non pas par le manque d'amour mais par l'incompatibilité d'intérêts économiques, financiers et commerciaux.

La Grande Bretagne a une monnaie, la livre sterling, plus forte que l'Euro ou que n'importe quelle autre des pays du bloc ainsi que son propre centre financier, La City, considéré comme le plus important de l'Europe et parmi les plus grands du monde.

Dans ce contexte, les restrictions financières et budgétaires imposées par Bruxelles, siège des mécanismes communautaires, ont commencé à devenir un obstacle pour les intérêts britanniques et c'est la racine du Brexit.

Cependant, maintenant, il y en a qui craignent que le remède a été pire que la maladie. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, a affirmé que l'accord laisse son pays dans de pires conditions et le leader du Parti Travailleiste, Jeremy Corbyn, a signalé que le document est le résultat d'un échec misérable dans les négociations qui laisse le pays avec ce qu'il y a de pire dans les deux mondes.

Dans cet imbroglio, la première ministre devra se consacrer entièrement à faire campagne en faveur de l'accord qui sera mis au vote à la Chambre des communes le 12 décembre, c'est-à-dire, dans un peu plus de deux semaines.

Si les choses tournent mal pour elle, toutes les possibilités resteront sur la table y compris les plus disparates.

Comme dans tout divorce conflictuel, le plus sûr est qu'il n'y aura ni gagnants ni perdants et que les deux parties feront leur possible pour perdre le moins possible en parlant surtout de ce qui est le plus important pour les deux : l'argent, les finances, l'économie.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/177480-brexit-divorce-a-leuropeenne>



Radio Habana Cuba